

Retour de l'enquête ouvrière au MOC-Bruxelles

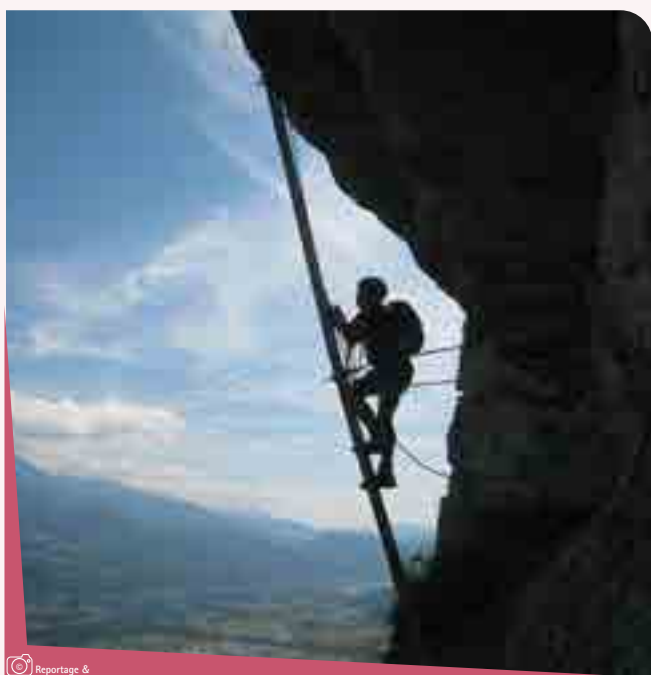
Enquête ouvrière, enquête militante... Différentes appellations pour une démarche qui vise la création du savoir social issu d'expériences vécues par tout un chacun et le soutien de l'émergence de l'action politique. Revenons sur ce procédé d'enquête que le MOC-Bruxelles a choisi de se réapproprier pour sa campagne sur la précarité en région bruxelloise.

L'enquête ouvrière, outil du savoir social et de l'action politique

L'enquête ouvrière « *cherche à faire émerger la parole des personnes qui partagent un même vécu d'oppression. À visée émancipatrice, elle est une manière de construire et de faire circuler l'information pour la transformer en force politique* »¹. Elle vise

donc à révéler du savoir, comme toute recherche scientifique, et du « collectif », qui peut s'exprimer sous la forme d'une prise de conscience des travailleur.euse.s de leur(s) oppression(s), de la (re) création de solidarité entre travailleur.euse.s d'une même entreprise, d'un même pays ou de pays différents, de la réactualisation de relations avec des organisations syndicales, de mobilisations, de luttes ou d'actions concrètes. L'enquêteur.rice assume parallèlement une posture militante et une position dans la lutte aux côtés de ceux et celles qui ne sont pas des objets d'étude, mais des camarades. En pratique, un.e enquêteur.rice peut rejoindre une lutte sociale déjà engagée ou rejoindre un groupe de travailleur.euse.s vivant une difficulté. L'enquête débute parfois à la demande des travailleur.euse.s². Elle se déploie sur un temps long, car il s'agit d'exploiter tant les moments d'enquête « à chaud »

(moments de conflit, lorsque des travailleur.euse.s font un piquet de grève devant leur entreprise) que les moments d'enquête « à froid » (le groupe n'est pas directement en situation de conflit). À chaque étape, l'enquête ouvrière est co-construite. Dès le début, l'enquêteur.ice prend lui.elle-même ses contacts, qui ne doivent pas être filtrés (par exemple, par un syndicat). Il importe de voir s'il y a une demande particulière qui émane directement des travailleur.euse.s (par exemple, établir une liste de revendications à présenter à la direction). L'élaboration des hypothèses, leur confirmation ou leur infirmation se font avec les travailleur.euse.s, grâce à de nombreux contacts répétés, durant les moments « à chaud » ou « à froid ». Les échanges et les retours avec eux et elles se font aussi au moment de l'analyse des données de l'enquête (par exemple, les publier sur un site internet) : il.elle.s peuvent corriger ou élaborer eux.elles-mêmes des informations. Parfois, le groupe de travailleur.euse.s s'autonomise du cadre de la recherche³. Dans d'autres cas (mais pas toujours), cette co-construction nourrit les revendications et les possibilités d'action politique des travailleur.euse.s. Néanmoins, il faut être attentif.ve à ne pas forcer l'apparition de revendications. Si l'action politique est imposée de l'extérieur, alors un rapport de force et de domination peut être présent dans la posture « pédagogisante » de l'enquêteur.ice. L'enquête ouvrière n'a pas pour objectif d'expliquer aux gens leur(s) oppression(s)! En raison de son double objectif et du principe de co-construction, la façon dont l'enquêteur.ice se considère et scrute son enquête est essentielle. Sa posture est aussi celle d'organisateur.ice, dans le sens de faire émerger des savoirs directement utiles à la lutte des enquêté.e.s : il.elle doit être flexible, et accepter que l'enquête va le.la transformer (en changeant sa vision, son cadre d'analyse, ses pratiques) autant que les enquêté.e.s. En effet, il est difficile de prévoir dans quelle direction l'enquête ouvrière et la lutte politique vont s'orienter.



Reportage &

Émergence au XIX^e siècle

À la fin du XIX^e siècle, les gouvernements des États européens organisent des enquêtes pour mieux connaître le milieu ouvrier, qui s'est développé de manière importante. Ces enquêtes visent à répondre à « *une inquiétude diffuse des classes dominantes : comment maîtriser les "foules" aux réactions imprévisibles dans une société qui change à des rythmes accélérés ?* »⁴. Outils de gouvernance, elles visent à mieux connaître les réalités du monde ouvrier qui font peur, notamment les « *concentrations urbaines et problèmes sanitaires, contestation politique, insuffisante productivité, arrivée de travailleurs migrants, etc.* »⁵. Ce ne sont pas les

L'enquête ouvrière n'a pas pour objectif d'expliquer aux gens leur(s) oppression(s)!

travailleur.euse.s eux.elles-mêmes qui sont interrogés, mais plutôt un seul informateur, issu d'un milieu plus aisé (par exemple, un médecin, un prêtre, un patron d'entreprise).

La tradition fait remonter l'origine de l'enquête ouvrière à Karl Marx, qui souhaitait contrer ces enquêtes gouvernementales extraites de leur contexte économique et sociale abstrait. Pour lui, « *il s'agit d'investiguer sur la condition ouvrière pour faire briller plus intensément la torche révolutionnaire et parfaire la construction de l'alternative politique* »⁶. En France, en 1880, Marx rédige un questionnaire de 101 questions destiné aux travailleur.euse.s : leurs réponses leur permettront d'analyser eux.elles-mêmes leur cadre de vie et leurs conditions de travail⁷ et ainsi de prendre conscience de leur domination, afin de former un groupe social, en force d'opposition au système de classes. Publié dans *La revue socialiste*, le questionnaire de Marx n'obtiendra que peu de réponses, notamment parce que ce mode d'enquête n'est pas privilégié dans la première moitié du XX^e siècle. Quelques enquêteur.ice.s mènent individuellement des enquêtes ouvrières en s'impliquant, voire en se faisant engager, dans le milieu ouvrier. En écho à une réflexion sur la pédagogie populaire, quelques groupes s'emparent également du principe de l'enquête ouvrière. Ainsi, dans les années 1920-1940, la JOC, constituée en 1924, réalise de nombreuses enquêtes ; c'est même un trait constitutif du mouvement⁸.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'enquête ouvrière fait son grand retour. En Italie, le mouvement « opéráiste » veut revenir à la subjectivité des gens, et s'opposer à une tradition d'étude qui analyse surtout les structures des mouvements sociaux. Ce mouvement pratique « *si possible "à chaud" (dans les situations particulièrement conflictuelles) des enquêtes ouvrières à des fins politiques, tout en revisitant les relations entre marxisme et sociologie* »⁹. En France, des groupes portés par l'élan transformatio-

nel de Mai 68 pratiquent l'enquête ouvrière¹⁰. Michel Foucault et d'autres intellectuel.les répandent l'idée que le simple fait de créer de l'information représente en soi une lutte. La technique de l'auto-enquête se développe aussi dans des groupes féministes. En Amérique latine, Paulo Freire l'utilise dans sa pédagogie des opprimé.e.s.

Après une baisse d'utilisation dans les dernières décennies, l'enquête ouvrière semble aujourd'hui connaître un renouveau. Des plateformes de militant.e.s européen.ne.s la pratiquent, telles qu'*Anker Mag*¹¹ en Belgique, *Notes from Below*¹² au Royaume-Uni ou *Acta Zone*¹³ et la *Plateforme d'Enquête Militante*¹⁴ en France. Ces plateformes tentent de créer un réseau international ; démarche essentielle face à la globalisation du monde du travail. Elles diffusent les résultats de leurs enquêtes sur internet. Un défi important demeure l'équilibre à conserver entre la dimension « recherche » (savoirs) et la dimension « collectif » (action politique).

Des résultats scientifiques et objectifs ?

L'objectivité et la « scientificité » de l'enquête ouvrière sont régulièrement questionnées. Cette mise en cause vise surtout l'implication personnelle des enquêteur.rice.s dans le processus, ainsi que leur militance, surtout lorsqu'il.elle.s prennent part aux actions de revendications des travailleur.euse.s enquêté.e.s. En effet, ce mode d'enquête est différent d'une enquête scientifique « à la troisième personne », qui se place dans un rapport d'extériorité par rapport aux enquêté.e.s. Pour les pratiquant.e.s de l'enquête ouvrière, celle-ci est plus complète : elle ne cherche pas seulement à analyser des faits, elle vise aussi la dénonciation « des causes derrière les faits afin de dégager des perspectives globales d'action »¹⁵. Les résultats obtenus sont évidemment bien différents de la « seule » production de savoir.

Tout d'abord, la prétendue « objectivité » du.de la chercheur.euse peut être questionnée, car une part de subjectivité est toujours présente dans toute recherche, ne serait-ce que dans la manière dont les questions sont posées, les réponses qu'elles présupposent, la façon dont des chiffres ou des statistiques peuvent être orientés ou interprétés. Ensuite, comme dans toute enquête, l'objectivité doit être en lien avec la propre réflexivité de l'enquêteur.rice (dimension accentuée dans l'enquête ouvrière). À chaque stade de l'enquête, cette réflexivité permet à l'enquêteur.rice de récolter rigoureusement des données, par exemple en ne négligeant pas une situation concrète qui survient de manière inattendue, une catégorie d'acteur.rice.s ou encore de nouveaux.elles acteur.rice.s.

Quand le MOC-Bruxelles se réapproprie l'enquête ouvrière

L'enquête ouvrière s'inscrit aussi dans l'histoire du mouvement ouvrier, notamment à travers l'identité fondatrice des JOC. En 2020, partant du constat alarmant de l'augmentation de la précarisation dans la capitale, le MOC-Bruxelles a décidé de réutiliser l'enquête ouvrière pour sa campagne intitulée *Partir des marges : apprendre des personnes en situation de précarité elles-mêmes*. En effet, en Région Bruxelles-Capitale, **de plus en plus de gens vivent dans la pauvreté**, ou dans l'incertitude de leurs conditions de travail et de vie pour le lendemain. Il.elle.s sont ainsi susceptibles de basculer rapidement sous le seuil de pauvreté. Certaines raisons peuvent être pointées : « *de plus en plus de personnes ne vivent pas d'un emploi en CDI à temps plein (le leur ou celui de membres de leur ménage). Notre système de protection sociale, l'organisation de la société ainsi que nos mouvements ont pourtant été pensés à partir de celui-ci* »¹⁶. Un autre constat est la **difficulté pour différents publics de trouver leur place dans les actions menées par le MOC de Bruxelles** (méconnaissance ou absence de leurs droits sociaux, manque de temps, de contacts, de lieu où se réunir, etc.) Il s'agit notamment des nouveaux.elles travailleur.euse.s précaires (livreur.euse.s de type « Deliveroo », employé.e.s de call-centers, personnel des plateformes logistiques de type « entrepôt d'Amazon », intérimaires...), les travailleur.euse.s malades ou invalides, les travailleur.euse.s sans emploi, les femmes précaires, les jeunes en décrochage scolaire, les pensionné.e.s, les migrant.e.s, les sans-papiers...

Le projet du MOC-Bruxelles est d'enquêter pour aller à la **rencontre de ces personnes « en marge »**, les connaître, se faire connaître d'elles et, bien sûr, susciter revendications et actions en commun ; en bref, jouer un rôle actif dans le développement des politiques sociales et économiques pour la région bruxelloise. Les thématiques principales qui seront explorées, seront le **logement, la santé et l'emploi**. Une attention particulière sera portée à la question du genre et de l'ethnicité. En effet, « *les femmes sont particulièrement touchées par ces phénomènes car elles représentent la majorité des personnes isolées et surtout dans les familles monoparentales (11,2% de la population bruxelloise), 86,6% des chefs de ménage sont des femmes. Plus de 70% des travailleurs de la tranche des 10% de salaires les plus bas (donc moins de 1.967eu-*



ros brut par mois) sont des femmes ! Il n'existe pas de statistiques « ethniques » officielles, mais la situation des personnes racisées est elle aussi nettement plus précaire que la moyenne »¹⁷.

1. Alexia MORVAN, « Redécouvrir l'enquête ouvrière », *Offensive*, n°34, juin 2012, pp.28-29 (en ligne) <https://offensiverevue.files.wordpress.com/2015/02/offensive34.pdf>
2. Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, « Les cahiers de mai : partager l'enquête pour donner la parole », in Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET et Xavier VIGNA (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, Éd. La Découverte, 2019, p.155.
3. Les enquêtés deviennent enquêteur.ice.s eux.elles-mêmes. Pour un exemple concret, voir Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, *op.cit.*, pp.151-162.
4. Erik RYDBERG, « L'enquête ouvrière : chantier d'avenir ? », *Econosphères*, septembre 2018 (en ligne) www.econospheres.be/L-enquete-ouvriere-chantier-d-avenir
5. Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET et Xavier VIGNA, *op. cit.*, p.9.

6. *Ibid*, p.11.
7. Une partie importante des questions est encore d'actualité (Martin MEDIA (éd.), « L'enquête ouvrière », *Travailler*, n°12, 2004 (en ligne) www.cairn.info/revue-travailler-2004-2-page-21.htm)
8. Pour plus d'informations sur les enquêtes de la JOC, voir Éric GEERKENS et Xavier VIGNA, « Les enquêtes jocistes en Belgique et en France, c.1925 – c.1940 », In Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET et Xavier VIGNA (dir.), *op.cit.* pp.426-442.
9. Alexia MORVAN, *op. cit.*
10. Pour un exemple concret, voir Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, *op.cit.* pp.151-162.
11. <http://anker-mag.org/>
12. <https://notesfrombelow.org/>
13. <https://acta.zone/>
14. Plateforme d'enquêtes militantes (en ligne) <http://www.platenqmil.com/>
15. Alexia MORVAN, *op. cit.*
16. Note 2 : pour une campagne précarité en MOC, 4 novembre 2019.
17. Note 2 : pour une campagne précarité en MOC, 4 novembre 2019.